



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 16/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Sarreguemines International**

28 RUE DE LA FAIENCERIE  
BP27  
71160 Digoïn

Références : FV/FV/2024/M\_311 Lettre recommandée avec AR N°1A 193 587 3582 3  
Code AIOT : 0005401148

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2024 dans l'établissement Sarreguemines International implanté 28 RUE DE LA FAIENCERIE BP27 71160 Digoïn. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société Sarreguemines Vaisselle (302 219 837) a été autorisée le 6 janvier 1983 à exploiter une activité de fabrication de produits céramiques (vaisselle de table). Cette activité existait déjà sur le site depuis 1876.

L'activité a été reprise en 2016 par la société fayencerie de Digoïn (817 557 598) puis en 2019 par la société Sarreguemines International (853 022 085).

Cette dernière a été placée en liquidation judiciaire le 27 mai 2022. A la même date le liquidateur a notifié la cessation d'activité au préfet.

L'exploitant a été mis en demeure le 5 juin 2023 et le 17 janvier 2024 de répondre à certaines

obligations relatives à la cessation d'activité.

L'inspection a pour objet de faire un point sur la cessation d'activité du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sarreguemines International
- 28 RUE DE LA FAIENCERIE BP27 71160 Digoïn
- Code AIOT : 0005401148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site s'étend sur environ 11ha. La communauté de communes du Grand Charolais et l'exploitant se partagent la propriété du tènement. L'entreprise Sincer a déposé une offre pour le rachat des parcelles de l'exploitant.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Evacuation des produits dangereux et gestion des déchets	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	Consignation	1 mois
2	Interdictions ou limitations d'accès au site	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Suppression des risques incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Surveillance des effets de l'installation	AP de Mise en Demeure du 17/01/2024, article 1	Consignation	6 mois
5	Mémoire de réhabilitation	AP de Mise en Demeure du 17/01/2024, article 1	Consignation	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site et sa réhabilitation n'ont pas évolué depuis la dernière inspection. L'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de finaliser la mise en sécurité hors surveillance des effets des installations sur leur environnement.

Elle propose en outre de consigner la somme de 369 384 € correspondant à l'évaluation minimale des travaux et études nécessaires à la réhabilitation du site et la somme de 30 000 € correspondant au coût estimé pour l'évacuation des transformateurs PCBs, des autres déchets dangereux et la caractérisation des déchets qui le nécessitent.

L'exploitant ayant indiqué qu'il ne pourra répondre à l'essentiel des demandes, l'Inspection propose une fois le délai de mise en demeure passé de consigner une somme correspondant aux travaux restants à réaliser. Cette somme sera évaluée par nos services le temps du délai de la mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Evacuation des produits dangereux et gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
<b>Constats :</b>  Le rapport de la visite du 29/09/23 indiquait la présence de poudre, rebus d'assiettes non émaillées et de réfractaires sur le site et demandait à l'exploitant de préciser le devenir de ces matières et en l'absence de réemploi de les caractériser et de les évacuer. Une partie de ces matières a été caractérisée dans le cadre d'une étude financée par la communauté de communes transmise à l'Inspection par courriel du 4 juillet 2023 (note de synthèse du 22 novembre 2021). Seuls les déchets de filtres presses sont considérés comme dangereux. Le document signale que certains éléments n'ont pas été caractérisés (frittes de plomb, big-bag suspects, fûts, amiante-ciments + éléments listés en figure 8 et non prélevés) ainsi que d'autres déchets polluants minéraux de surface (cf annexe 1 du rapport, zones 2,3,4,5,8,10,11 + pg 3 de l'annexe 1). Aussi par courriel du 18/10/24, l'exploitant a indiqué la présence de fûts fuyards stockés au sous-sol de l'infirmerie. L'Inspection a constaté que l'ensemble de ces déchets sont restés en l'état. La présence des éléments suivants a aussi été constatée : <ul style="list-style-type: none"><li>• une cuve enterrée contenant du fioul en zone CZ;</li><li>• une zone contenant possiblement des isocyanates en zone DW/DX;</li></ul>

- un GRV remplie a priori d'huile en zone FV.

L'exploitant n'envisage ni de caractériser les déchets qui ne le sont pas, ni d'évacuer les déchets pour le moment faute de moyen, excepté pour les boues de la station d'épuration stocké au niveau de la zone HY (cf plan dans l'étude précitée) qui doivent être caractérisées prochainement. D'autre part, l'Inspection a constaté la présence de nombreux transformateurs électriques sur le site, réparti dans 6 locaux (3 ouvert et 3 fermés), contenant chacun plusieurs transformateurs, dont au moins 5 ont été repérés dans les locaux ouverts comme contenant des PCBs. Un de ces transformateurs a été vandalisé et l'huile s'est écoulé dans la rétention, sans fuite apparente vers le milieu.

L'exploitant a indiqué qu'il envisage de faire évacuer les transformateurs contenant des PCBs afin d'éviter une pollution potentielle du fait de possibles dégradations (p.ex. vol de cuivre).

Le point de distribution électrique serait a priori toujours connecté au réseau, bien que l'alimentation du site en lui même soit déconnectée. Un accident mortel a récemment eu lieu sur ce point.

Le rapport de synthèse des investigations environnementales du 10 juin 2021 transmis par la communauté de communes par courriel du 4 juillet 2023 signale par ailleurs :

- des condensats issus des compresseurs pouvant impacter les sols voisins ;
- un puits en sous-sol dans un ancien local machinerie contenant des déchets;
- la présence potentielle de galeries enterrées pouvant contenir d'éventuels déchets ou produits dangereux.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 1 :** l'Inspection demande à l'exploitant de déterminer le caractère dangereux de l'ensemble des déchets et d'évacuer les déchets dangereux du site sous 1 mois (notamment les transformateurs PCBs, déchets de filtres-presses, produits chimiques de la zone isocyanate, fioul, huiles).

**Demande 2 :** l'Inspection demande à l'exploitant le repérage par des campagnes géophysiques des emplacements et des linéaires de sous-sol et galeries enterrées en vue de procéder à des investigations de reconnaissance intrusives (mise à jour des infrastructures, des éventuels déchets ou produits dangereux) sous 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Consignation

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 2 : Interdictions ou limitations d'accès au site**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, sites et sols pollués

**Prescription contrôlée :**

I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant

<p>notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a constaté la présence d'un trou dans le mur d'enceinte au niveau du repère AX.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande 3 : l'Inspection demande à l'exploitant de clôturer le site afin d'éviter les intrusions sous 1 mois.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 : Suppression des risques incendie et d'explosion**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de synthèse des investigations environnementales de juin 2021 signale la présence de fosses de vidange au niveau des garages.  Une cuve de fioul est aussi présente sur site.  L'exploitant a indiqué que le poste d'arrivée de gaz a été supprimé en 2022.  Un volume important de papiers, cartons notamment dans les sous-sols de bâtiments à caractère patrimonial (accueil) ainsi que des déchets en bois (du fait notamment de l'effondrement de toiture), plastiques ou caoutchouc sont également présents sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Surveillance des effets de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/01/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SARREGUEMINES INTERNATIONAL représentée par son liquidateur judiciaire, la SAS DESLORIEUX, exploitant une installation d'articles ménagers en céramique sise 28 rue de la faïencerie à Digoïn (71160) est mise en demeure, des respecter, dans un délai de 6 mois, les dispositions prévues :</p> <p>- à l'alinéa 4 du paragraphe II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement en procédant à la surveillance des effets de l'installation sur son l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de synthèse des investigations environnementales transmis par la communauté de communes par courriel du 4 juillet 2023 (rapport du 10 juin 2021) signale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les eaux souterraines prélevées n'ont pas ou peu été impactées par les sols sus-jacents;</li> <li>• un impact en bore au niveau du puits.</li> </ul> <p>Il recommande :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise en œuvre de 2 piézomètres complémentaires : l'un au centre du site vers le réfectoire, l'autre aux abords du bassin de décantation des effluents, idéalement sur la voie publique en aval de cette installation pour une campagne de surveillance complémentaire sur 6 ouvrages ;</li> <li>• la recherche de la contamination des eaux du puits par du bore et la mise en conformité des réseaux débouchant sur ce puits si une influence des eaux ce la nappe par les rejets du site était mise en évidence.</li> </ul> <p>Aussi le rapport signale également un impact en métaux hors site (au nord-est) du fait de dépôts a priori dus à l'activité du site. Il recommande la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande 5 :</b> l'Inspection demande à l'exploitant sous 6 mois de mettre en œuvre les recommandations du rapports du 10 juin 2021 concernant la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettre en œuvre 2 piézomètres complémentaires : l'un au centre du site vers le réfectoire, l'autre aux abords du bassin de décantation des effluents, idéalement sur la voie publique en aval de cette installation</li> <li>• réaliser une campagne de surveillance complémentaire des eaux souterraines sur 6 ouvrages ;</li> <li>• rechercher la contamination des eaux du puits par du bore et mettre en conformité les réseaux débouchant sur ce puits si l'eau de la nappe est impacté par les rejets du site;</li> <li>• réaliser une interprétation de l'état des milieux.</li> </ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 5 : Mémoire de réhabilitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/01/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sites et sols pollués
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SARREGUEMINES INTERNATIONAL représentée par son liquidateur judiciaire, la SAS DESLORIEUX, exploitant une installation d'articles ménagers en céramique sise 28 rue de la faïencerie à Digoïn (71160) est mise en demeure, des respecter, dans un délai de 6 mois, les dispositions prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au paragraphe III de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement en plaçant le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 ;</li> <li>- au paragraphe I de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement en transmettant un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation, dont notamment les mesures listées dans ce même paragraphe ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de synthèse de juin 2021 signale la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 sources de pollution concentrées en hydrocarbures ;</li> <li>• 2 sources de pollutions concentrées en plomb et autres Éléments Traces Métalliques.</li> </ul> <p>Il évoque en première approche des coûts de dépollutions de ces zones compris entre 307 820 € et 635 130 € HT.</p> <p>Des investigations complémentaires sont nécessaires pour délimiter certaines sources. Aucun plan de gestion n'a été transmis à l'Inspection.</p> <p>L'exploitant indique ne pas être en mesure de payer de telles sommes eu égard à la situation financière de la liquidation judiciaire. Une éventuelle rentrée d'argent du fait de la vente des terrains ne permettrait pas non plus de payer ces sommes, l'assurance garantie des salaires devant être remboursée en priorité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande 6 :</b> l'Inspection demande à l'exploitant sous douze mois de réaliser et mettre en œuvre les recommandations de la synthèse de juin 2021 pour ce qui est des mesures de réhabilitation du site, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réalisation d'un plan de gestion ;</li> <li>• dépollution des zones de pollutions concentrées.</li> </ul>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois